



EDITORIAL | Henri Emmanuelli et Benoît Hamon

Lettre aux militant(e)s d'un monde d'avance

Cher-e-s camarades,

Alors que la campagne des Régionales prend de l'ampleur sur le terrain, un certain nombre de militants de la motion C au congrès de Reims, ont protesté contre une éventuelle ouverture au centre des listes socialistes dans les régions.

Cette indignation est légitime et juste, nous la partageons. C'est d'ailleurs sur ce rejet de l'alliance contre le MODEM que se sont retrouvées les motions A,C et D

Les fondements de notre motion au congrès reposent sur l'ancrage à gauche et le renouvellement, au sein d'un parti socialiste qui tire les leçons de l'ensemble des crises qui touchent la planète toute entière – financière, énergétique, climatique, alimentaire, démocratique.

Nous avons martelé depuis un an et demi l'idée selon laquelle seule une gauche unie et rassemblée – communistes – écologistes – alternatifs – anticapitalistes, était en mesure de battre Nicolas Sarkozy en 2012, et que tout renversement d'alliance serait funeste.

Seul un parti socialiste ancré au cœur de la gauche peut réussir ce rassemblement. Si le slo-

gan de « la gauche décomplexée » fut le notre pendant le Congrès il est devenu celui de tout le parti, repris dans le discours de la première secrétaire.

Nous nous sommes impliqués dans des batailles décisives, auprès des Français, contre la privatisation de la Poste, pour la sauvegarde de nos collectivités ou le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans. Sur ces points il est indéniable que nos combats ont été entendus.

Si la question des alliances taraude toujours certains socialistes notre position reste claire : tout renversement des alliances nous couperait de nos partenaires à gauche et nous condamnerait à une nouvelle défaite cuisante. La fermeté de nos arguments n'est pas étrangère au fait qu'aucune liste socialiste ne fait d'accord avec le MODEM au premier tour.

La situation en Poitou Charente est singulière. Nous ne l'approuvons pas. La première conséquence du ralliement de personnalités du MODEM a été le départ de candidats socialistes. S'il fallait une preuve que l'ouverture au MODEM signifie le rétrécissement immédiat de la base socialiste, la Région Poitou Charente vient de la donner. En cela le combat que mènent nos ca-

marades pour remettre en cause cette situation est bien entendu légitime et nous le soutenons.

Nous maintiendrons notre position au second tour dans toutes les Régions. Il ne nous appartient pas, pour l'heure, de fragiliser la dynamique qui s'enclenche pour faire gagner la gauche lors de ce scrutin. Le score élevé du PS sera en effet un point d'appui décisif avant les négociations de second tour.

La période qui s'ouvrira à l'issue du scrutin régional revêt, une importance majeure. En effet il s'agira de débattre sur le projet de nouveau modèle économique, matrice de notre programme pour 2012. C'est un débat politique de fond au sein duquel nous sommes déterminés à prendre toute notre place.

C'est dans cette perspective offensive que nous tiendrons un Collectif national dès la fin mars ou au début avril.

Un colloque d'une journée sur la question du libre échange, permettra dans les jours qui suivront de donner une résonance intellectuelle, politique et médiatique à nos propositions.

■ **Benoît Hamon, porte-parole du PS, mandataire Un monde d'avance et Henri Emmanuelli, Député**

Dossier

Un vaste plan social à l'hôpital public

De Syamak Agha Babaei. S'il existe un domaine où les prétendues réformes salvatrices s'enchaînent, c'est bien l'hôpital public...

P. 2

Presse

Synthèse du point presse hebdomadaire de Benoît Hamon.

Benoît Hamon animait le point presse du Parti socialiste le 1er février.

P. 3

Quand les banques font la loi

Communiqué de Henri Emmanuelli sur l'intention du gouvernement d'affecter la taxe sur les bonus des traders au fonds de garantie des dépôts bancaires

Questions à...

Armando Uribe-Echeverria

Retour sur la victoire de la droite chilienne le 16 janvier dernier, avec Armando Uribe-Echeverria, président en France du parti socialiste chilien.

P. 4

DOSSIER | Syamak Agha Babaei

Un vaste plan social à l'hôpital Public

S'il existe un domaine où les prétendues réformes salvatrices s'enchaînent, c'est bien l'hôpital public. Le plan Hôpital 2007, le plan hôpital 2012, la loi Hôpital Patient Santé Territoire (HPST) sont autant de coups portés au service public hospitalier depuis 8 ans.

Avec Hôpital 2007, la droite a introduit la tarification à l'activité (T2A) qui met au même niveau le financement du secteur public et des cliniques privés. Le passage à la T2A intégral rend déficitaire le budget de pratiquement tous les centres hospitalo-universitaires de France. La raison en est simple, si vous rémunérez de la même manière deux entités qui n'ont pas les mêmes obligations en matière de soins, ce sont toujours les cliniques privés qui l'emportent, car elles sélectionneront les patients jeunes, à moindre coût en soin et en séjour hospitalier.

Le Darwinisme social appliqué à l'hôpital

En effet la mise en place de cette concurrence entre les deux secteurs aboutit au fait qu'un jeune avec une appendicite se fera opérer dans la clinique privée et sortira au bout de 48h, générant un revenu conséquent avec une durée de séjour réduite. La grand-mère de 85 ans avec ses multiples pathologies qui n'arrive plus à marcher et qui est seule, restera à l'hôpital public pendant 10 jours voire plus pour réapprendre à marcher et recouvrer son autonomie. Pourtant le niveau de rémunération sera proportionnellement identique.

Ce déficit organisé est une manne pour les groupes privés de santé (Vitalia, La Générale de Santé...) qui ont vu leurs bénéfices et leurs cours s'envoler à la bourse.



Hermès nu tenant une bourse et un caducée.
Nummus du III^e s. de la cité d'Odessos en Thrace,
revers, Cabinet des Médailles et Antiques, Paris

C'est aussi l'occasion pour le gouvernement d'opérer une sérieuse coupe dans les effectifs. Ainsi, partout en France, ce sont des Plans de Retour à l'Équilibre (PRE) qui s'organisent et la variable d'ajustement c'est le personnel. On s'attaque d'abord aux postes les moins qualifiés mais bientôt on s'en prendra aux soignants et au personnel médical.

Le corolaire du déficit organisé et des restructurations du personnel, c'est une nouvelle gouvernance de l'hôpital afin d'y importer « l'esprit de l'entreprise ». Exiger la polyvalence, faire tourner l'effectif et imposer une pression constante sur le personnel, telle est la devise. Les cadres infirmiers sont de plus en plus formés à des méthodes agressives de management.

Ces mesures entreprises sont souvent aberrantes : réduire le temps de transmission entre les équipes soignantes, alors que nous savons parfaitement que c'est une source d'erreur

préjudiciable pour les patients.

Ce procédé de la casse du service public est désormais bien connu. Déficit organisé, diminution des effectifs pour y répondre, puis des méthodes du privé pour dire enfin que le service public n'est pas efficace et aller vers sa privatisation.

Le gouvernement organise ainsi un vaste plan social à l'hôpital public qui pourrait bien concerner 20 000 personnes pour ramener les budgets à l'équilibre. Ainsi le nouveau plan qui s'annonce à l'APHP ne sera que les prémices de milliers de suppressions de postes.

La résignation souvent, l'approbation parfois ont étayé le discours de la gauche sur la question hospitalière. Lorsque Kouchner a procédé à des fermetures de lits de court séjour dans une optique de rationalisation des dépenses de santé ou lorsque Claude Evin a avalisé la T2A. A chaque fois, c'est la même idéologie libérale qui règne : There Is No Alternative (TINA) — « on ne peut faire autrement ».

Pourtant avec le nombre de personnes âgées qui augmente chaque année, la France aura besoin d'hôpitaux qui sachent conjuguer la qualité de la prise en charge et l'égal accès aux soins de tous. Ce défi nécessite un financement public à la hauteur et nous pose finalement une question, un choix de société : Veut-on soigner tout le monde, avec une haute qualité, sur tout le territoire, sans distinction sociale, ethnique ou religieuse ? C'est finalement comme à chaque fois la même question qui se pose : quelle société voulons-nous ?

■ Syamak Agha Babaei, médecin urgentiste

COMMUNIQUE | Pouria Amirshahi

Libération des prisonniers d'opinion en Tunisie...

Après la décision, samedi 23 janvier, du report à la fin du mois de l'audience en appel devant statuer sur la détention de M. Ben Brik, le caractère politique de ce procès est de plus en plus flagrant. À l'instar de ses confrères et consœurs mis en cause par le pouvoir tunisien, M. Taoufik Ben Brik est devenu le symbole du courage démocratique dont font preuve de nombreux intellectuels

et syndicalistes tunisiens. La France doit être aux côtés des démocrates et des défenseurs des droits de l'homme et des libertés. Le Parti socialiste a demandé aux autorités françaises de parler franchement de cette question au gouvernement tunisien dans une lettre que Martine Aubry a adressée au président de la République le jeudi 21 janvier. Il a réitéré cette demande mercredi 27 janvier par la voix de

Laurence Dumont à l'Assemblée nationale. Au nom des libertés, mais aussi parce que les informations sur l'état de santé de M. Ben Brik sont de plus en plus préoccupantes, il est de la responsabilité des autorités françaises de se montrer fermes à l'égard du gouvernement tunisien et d'intervenir pour la libération de M. Taoufik Ben Brik.

PRESSE | Benoît Hamon

Synthèse du point presse de Benoît Hamon

Déclarations du ministre de l'Intérieur

Monsieur Lefebvre dans son point de presse à l'UMP a rappelé à l'ordre Michèle Alliot-Marie. Elle a considéré comme tout Français de bon sens que ce n'était pas au ministre de l'Intérieur de dire s'il fallait ou non une loi pour justifier le moindre fait divers. Plus de 17 lois ont été passées depuis 2002 dans le domaine de la sécurité avec une logique de dissuasion qui consiste à alourdir les peines. On voit bien que cela ne fonctionne pas. Cette politique échoue. Ce raisonnement poussé à bout, aboutirait au rétablissement de la peine de mort, conséquence directe de ceux qui soutiennent cette logique de dissuasion.

Rappelons que déjà dans le code pénal (article 221-1) il y a déjà la possibilité de condamner à perpétuité tout homicide contre une personne vulnérable, quand la peine maximale est de 30 ans. Cette disposition existe déjà, mais il y a la volonté de faire avant tout de la surenchère à partir d'un fait divers, dramatique. Nous tenons à exprimer toute notre émotion à la famille des victimes. Mais la stratégie qui consiste à exploiter l'émotion comme moyen de durcir le ton, dénote une situation d'échec d'un gouvernement démissionnaire. C'est l'analyse que nous faisons des choix politiques du gouvernement en matière de lutte contre l'insécurité. La réaction des syndicats de la magistrature comme celle des syndicats de Police par rapport aux exigences du gouvernement qui ne mettent en avant que la performance et la politique du chiffre, voire les critiques émanant des professionnels eux-mêmes, prouve que le gouvernement est en échec sur sa politique de sécurité. En

dépît des moulins du ministre de l'Intérieur, on observe sur ce sujet aussi que la droite se déchire.

Michèle Alliot-Marie est venue immédiatement critiquer Brice Hortefeux, alors qui a raison ? Il est temps que le gouvernement clarifie ses positions.

En période d'élection, l'objectif du gouvernement est en fin de compte de radicaliser son discours pour agréger les voix du Front national et de le faire sur tous les thèmes qu'il considère fécond pour aimer ce vote, l'identité nationale, l'immigration, le rejet de l'Islam, ou l'insécurité. Sur tous ces sujets, le gouvernement emploie toute son énergie pour faire diversion plutôt que de parler des problèmes de santé, d'emploi, de logement ou de transport. Bien que Nicolas Sarkozy ait fait du thème de l'insécurité son totem, le pays est-il plus violent depuis qu'il est au pouvoir ? La réponse est oui et cela tient à la politique du gouvernement dans ce domaine qui a supprimé la police de proximité.

L'anniversaire de la loi des 35 heures

C'est aujourd'hui 1er février, la date anniversaire de cette loi. Beaucoup en profitent et comme le rappelle une note de l'INSEE personne ne veut s'en séparer. C'est le meilleur démenti à toute la propagande de Nicolas Sarkozy sur la prétendue responsabilité des 35 heures dans la faible compétitivité de nos entreprises et dans la croissance en berne de la France. J'observe que pendant leur mise en place, la France créait des emplois, les comptes de la Sécurité sociale étaient à

l'équilibre. Or depuis que l'on aggrave la flexibilité du travail, et qu'on défiscalise les heures supplémentaires, tout va moins bien, aussi bien pour ceux qui sont en situation de travail que pour ceux qui en sont exclus. Contrairement à ce que veut faire croire Nicolas Sarkozy les 35 heures ont été facteur de progrès et non de régression sociale. C'est plutôt sa politique qui est la pire des régressions pour notre pays.

Le rapport sur le mal logement

Un rapport important est rendu public aujourd'hui avec des préconisations importantes dans ce domaine. Le Parti socialiste a déjà exprimé sa volonté de multiplier par 5 les pénalités à l'encontre des villes qui ne respecteraient pas leurs engagements et se soustraient à leurs obligations en matière de mixité sociale.

L'emploi chez Total

J'ai souri, peut-être n'aurais-je pas dû, car le sujet est grave, en entendant que Monsieur Estrosi voulait s'attaquer à Total. Les salariés de la raffinerie des Flandres sont inquiets. C'est le énième moulinet de Christian Estrosi sur un sujet sur lequel il a complètement échoué, car les délocalisations se poursuivent en dépît du fait que les entreprises ont anticipé la disparition de la taxe professionnelle. Sa suppression devait empêcher les délocalisations, mais hélas, on voit que cela ne change rien. C'est un sujet grave sur lequel le gouvernement est en échec.

■ Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste

COMMUNIQUE | Henri Emmanuelli

Quand les banques font la loi...

L'intention du gouvernement d'affecter, dans le collectif budgétaire, la taxe sur les bonus des traders au fonds de garantie des dépôts bancaires est - comme l'a dit un député en Commission des finances - une véritable provocation à l'égard de l'opinion publique.

Grâce à cette substitution, les banques - si le texte gouvernemental passait en l'état - fe-

raient une bonne affaire, puisque la taxe est déductible de l'impôt sur les sociétés, alors que les cotisations ne le sont pas. Elles seraient, de plus, à concurrence de 270 millions d'euros, dispensées de cette cotisation pourtant obligatoire.

Dans le contexte de crise que nous avons, ce nouvel avatar - à l'évidence dicté par les

banquiers - est un véritable défi au sens commun qui vient s'ajouter à d'autres. Non seulement les banques n'ont rien à craindre de l'Etat mais, de surcroît, elles font la loi.

■ Henri Emmanuelli, Député des Landes

Questions | Armando Uribe-Echeverria

Le 16 janvier dernier, la droite chilienne est revenue au pouvoir pour la première fois depuis la défaite de Pinochet en 1989. L'entrepreneur milliardaire Sebastian Piñera a battu le chrétien-démocrate Eduardo Frei, candidat de La Concertation. Cette coalition — baptisée à l'origine Concertación de Partidos por el No — fédérant différents partis de gauche et du centre était née en 1988 à l'occasion du référendum de 1988 portant sur le maintien au pouvoir du général Pinochet.

Retour sur cette élection présidentielle avec Armando Uribe-Echeverria, président en France du Parti socialiste chilien qui contrairement à la direction chilienne, a soutenu la candidature de Jorge Arrate.

Le résultat de ces élections a-t-il été pour vous une surprise ?

A. U.-E. : Non. Les forces démocratiques étaient divisées dès le départ non seulement à cause d'un problème de désignation des candidats mais surtout parce que la majorité d'entre elles voulaient coûte que coûte prolonger le système politique mis en place par la Concertation.

En quoi consiste ce système ?

A. U.-E. : En une politique économique libérale accompagnée d'une distribution d'aspirine lorsque les souffrances sociales sont trop fortes. La nature du système n'a jamais été remise en cause par la coalition de centre-gauche. Elle a mené une politique libérale tout en s'adonnant



Erró, Allende Topino Lebrun 1974

à de grandes déclarations sociales. Les valeurs qu'elle prétend défendre n'ont jamais été concrétisées dans ses réalisations politiques.

Quelles sont les raisons de cette forme de gouvernance ?

U.-E. : Les institutions chiliennes fonctionnent toujours selon la Constitution mise en place par Pinochet. Le Parlement à tous les pouvoirs ; le président ne peut rien décider seul. Les députés sont élus selon un système binominal qui écarte toute possibilité de majorité stable pour un seul parti. Lors des scrutins, si la liste A n'obtient pas le double des voix de la liste B, les deux listes obtiennent chacune 1 siège ! Les différents gouvernements de la Concertation ont donc été obligés de diriger avec l'opposition de droite représentée par l'Union Démocratique Indépendante.

Quel est l'avenir de la gauche chilienne ?

A. U.-E. : Sa seule issue est de construire une véritable opposition et de se battre pour une

nouvelle Constitution et la refondation de la République chilienne. La direction du Parti socialiste vient de démissionner, son président ayant mené le Parti dans le mur, notamment en transgressant les statuts pour désigner son candidat aux Présidentielles. En désaccord avec ces pratiques, nombre de militants et de cadres sont déjà partis. Parmi eux Jorge Arrate, un ancien président du PS, qui s'est présenté contre Frei, et a été le seul candidat vraiment à gauche de ces élections.

Quelles leçons peuvent tirer les socialistes français de cet épisode chilien ?

A. U.-E. : Que lorsqu'il y a alliance avec les démocrates-chrétiens, les socialistes sont invariablement dévorés. Ils continuent à clamer leurs valeurs et leurs souhaits en matière sociale, tout en s'adossant aux politiques de droite dure mises en place par le centre en matière d'économie et de droit du travail. Le PS français ne devrait pas jouer avec le feu...

Retrouvez l'intégralité de cet entretien sur le site Un Monde d'avance : www.unmondedavance.eu

Formulaire de contact

Nom : _____ Prénom : _____

E-mail : _____ Téléphone : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Fédération : _____ Section : _____

- je souhaite recevoir des informations sur Un monde d'avance
- je souhaite être contacté par Un monde d'avance
- je souhaite cotiser par chèque à Un monde d'avance

CONTACT

Par téléphone
01.40.63.81.21

Par e-mail
mparpillat@gmail.com

Par courrier
Complétez ce formulaire et adressez-le à Assemblée Nationale à l'attention de Roberto Romero bureau 6853 - 126, rue de l'université - 75355 Paris 07 SP.

Soutenir un monde d'avance
Chèque à l'ordre de « Un monde d'avance ».

www.unmondedavance.eu